

édito

Accepter que nos repères aient changé

À l'heure où nous n'avons jamais autant parlé de souveraineté alimentaire, où nous avons pu constater les effets du changement climatique quelle que soit la région française, l'année 2022 aura été marquée par une forte augmentation des prix et des coûts, touchant la hiérarchie des marges dans la plupart des filières, à l'amont comme à l'aval. Ces événements ne constituent pas en eux-mêmes, une rupture avec les tendances annoncées, mais in fine mettent en lumière que nos repères ont changé et qu'il est nécessaire de s'adapter pour y faire face.

Cette hausse des prix, boostée par l'inflation actuelle en sortie de crise de la Covid-19, touche les consommateurs, bouleverse leurs habitudes et tend à resserrer la hiérarchie des gammes (circuits courts, segmentation...). La grande distribution, mue par le traumatisme de rayons vides en 2022, a bougé sur le dogme des prix alimentaires les plus bas, pour préserver son approvisionnement régulier.

Les relations entre les différents maillons des filières sont également bouleversées. La sanctuarisation des prix des matières premières agricoles instituée par la loi Egalim a conduit les industriels à transmettre à l'aval les hausses des cours inédites, sans pouvoir toujours faire passer les hausses liées à leurs propres coûts de transformation et d'emballage.

Ce contexte, faisant perdre de nombreux repères, a permis pour une fois aux producteurs de tirer globalement leur épingle du jeu en 2022 : envolée du prix des commodités sur le marché mondial, répercussion des prix au producteur pour le milieu de gamme transformé (effet Egalim2). Cette hausse sur les produits standards a également joué un rôle d'amortisseur pour les segments différenciés touchés par la conjonction d'une baisse de la consommation et de l'augmentation régulière de l'offre, en assurant un marché de dégagement sans forte perte de valeur. Il n'en demeure pas moins que les exploitants doivent se réapproprier leurs repères quant à leur besoin de fonds de roulement, la gestion des stocks fourragers et leur stratégie d'achat.

Changement climatique, souveraineté alimentaire réactivée par le contexte géopolitique et énergétique amènent de nouvelles réflexions et stratégies à mettre en place dans la plupart des filières, de manière coordonnée entre les différents maillons de la chaîne de valeur (résilience, gestion de l'offre, marchés de proximité...).

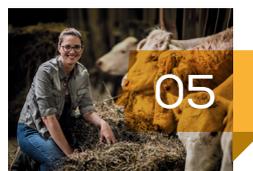
par Xavier BEAUFILS
Directeur Général,
Cerfrance Normandie Ouest



sommaire



Lait : un prix record en 2022



Viande bovine : le manque d'offre pourrait accélérer les mutations



Porc : 2022, année de tous les contrastes



Grandes cultures : le palmarès des marges est bousculé



Fruits et Légumes : l'énergie au cœur des réflexions



L'actualité des circuits courts

Lait: un prix record en 2022



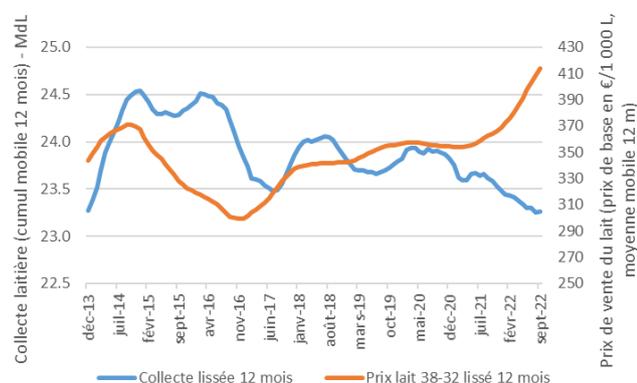
par **Mélanie JUGÉ** Chargée d'études à l'Atelier des études, Cerfrance Normandie Maine

Tendances

● La collecte laitière française se réduit :

-1,5 % entre 2020 et 2021 et -1,4 % sur les 8 premiers mois de 2022. Le nombre d'exploitations laitières diminue de façon régulière, de l'ordre de 4 % par an au niveau français. La décapitalisation laitière se poursuit: la France a perdu 6 % de ses effectifs de vaches laitières depuis 2016, soit 300 000 vaches. La hausse marquée du prix du lait ces derniers mois peine à inverser ces tendances.

Évolution de la collecte et du prix de vente du lait en France



Source : données Agreste, traitement Atelier des études économiques – Cerfrance Normandie Maine

● Le renouvellement des générations reste une préoccupation.

Selon les territoires, la production laitière peut souffrir de la concurrence avec d'autres productions moins astreignantes et potentiellement plus rémunératrices. Pour les laiteries, le maintien du volume de collecte devient un enjeu: cela peut se traduire par un certain assouplissement sur les volumes à produire, des actions pour favoriser l'installation ou la transmission ou une plus grande ouverture à l'accueil de nouveaux producteurs.

● L'exploitation laitière moyenne a évolué :

la production laitière par exploitation a augmenté, essentiellement sous l'effet de l'augmentation du nombre de vaches. Ainsi par exemple, dans les exploitations laitières des Cerfrance Normandie, Pays de la Loire et Alliance Nord Seine, la production laitière moyenne a augmenté de près d'un quart depuis 2016; via une hausse de 21 % du nombre de vaches, alors que la main-d'œuvre a peu progressé: la productivité du travail a ainsi augmenté de 16 %. Les robots de traite, qui peuvent être une alternative à l'astreinte de la traite, sont toujours plus présents. Beaucoup d'exploitations ont saturé leur outil de production et leur main-d'œuvre. Si la pleine utilisation des capacités de l'outil de production relève du bon sens économique, la pression sur la main-d'œuvre doit rester vivable et acceptable.

● La consommation de produits laitiers évolue.

Des effets générationnels négatifs sont observés pour le lait et le beurre: les jeunes parents sont moins prescripteurs de lait, la consommation du beurre en tartine est en baisse chez les jeunes. Les fromages ont un fort ancrage culturel et s'adaptent aux différents moments de consommation. Leur consommation



Lait : un prix record en 2022

tion pourrait toutefois être pénalisée par leur nutriscore. L'image santé des produits laitiers s'érode, alors que les substituts végétaux s'approprient ces questions.

● **Les attentes sociétales se renforcent.** Si les Français ont plutôt confiance dans les produits laitiers, les questions éthiques sur la rémunération des producteurs et leurs conditions de travail sont présentes. Cela explique sans doute le succès des démarches de segmentation comme « *C'est qui le patron?* ». Les questions environnementales et animales se renforcent, notamment chez les jeunes générations.

Image des produits laitiers

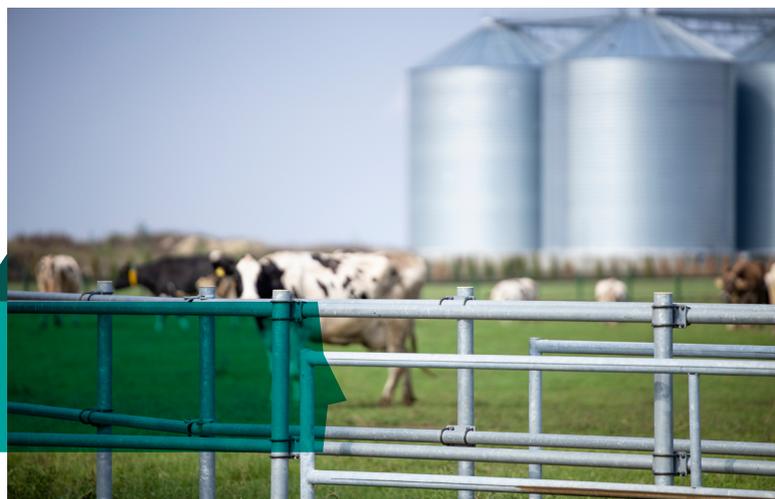


Source : CSA / Cniel. Baromètre d'image des produits laitiers 2021

Conjoncture

● **Du fait d'un manque d'offre, les prix des produits industriels restent élevés :** fin octobre, en France, le beurre valait 7300 €/tonne et la poudre de lait 0 % MG pour la consommation humaine, 3500 €/tonne. La production laitière est ralentie dans les principales zones exportatrices : sur les 12 derniers mois, elle a légèrement reculé aux États-Unis (-0,3 %) et dans l'Union européenne (-0,6 %), et la baisse est marquée en Nouvelle-Zélande (-4,4 %). **Le prix du lait atteint ainsi des niveaux records :** déjà 433 €/1000 litres au mois d'août en France pour le lait conventionnel de composition standard et même 555 € en Allemagne !

● **Toutefois, les coûts de production des producteurs de lait augmentent :** énergie et lubrifiants, aliments, engrais et amendements. Selon l'IDELE, l'IPAMPA lait de vache, qui traduit le prix d'un panier de charge typique des élevages laitiers, a augmenté de 20 % depuis



un an et de 30 % en l'espace de deux ans. L'impact est plus ou moins marqué dans les exploitations selon la période d'achat et le niveau de consommation de ces moyens de production. Les producteurs défendent la prise en compte de ces hausses, c'est la promesse d'Egalim2.

● **L'aval de la filière connaît aussi des augmentations de charges :** collecte, transformation, distribution sont affectés par la hausse du prix du gaz, du pétrole, des emballages. En France, les transformateurs peinent à répercuter la hausse de leurs coûts à la grande distribution. Face à l'inflation, les distributeurs sont en effet vigilants sur leur positionnement prix pour conserver leurs parts de marché.

● **Le marché du lait bio traverse une crise de consommation.** La production bio atteint 1,25 milliard de litres sur 12 mois glissants à fin juillet 2022 : elle a été multipliée par 2,2 depuis 2016. La production a augmenté plus vite que la consommation. La production ralentit depuis cet été, sous l'effet d'une météo défavorable (canicule, sécheresse) et d'un contexte de marché morose. Depuis quelques mois, la consommation diminue fortement : de janvier à septembre, les ventes en volume sont en fort repli comparativement à la même période 2021 en GMS et magasins spécialisés : -8 % pour le lait liquide, -11 %

pour l'ultra-frais, -13 % pour le beurre, -16 % pour les fromages et -17 % pour la crème (source IRI). Mais le prix élevé du lait spot conventionnel permet une valorisation correcte des excédents en bio. La filière bio a engagé une campagne de communication sur ses atouts, à la fois en termes de santé et d'environnement. Le bio est concurrencé par les différentes démarches de segmentation (lait de territoire, lait de pâturage, rémunération du producteur), et fragilisé en période d'inflation. Le prix et le local sont en effet des leviers d'achats déterminants pour le consommateur (source : baromètre CNIEL-Kantar de septembre 2022). **Le déséquilibre actuel entre offre et demande rappelle l'importance de maîtriser l'offre sur un marché différencié.**

Perspectives

La valorisation des externalités positives de l'élevage laitier peut permettre de répondre aux demandes environnementales et de bien-être animal des citoyens. La démarche bas-carbone se développe. Elle est encouragée par la filière laitière. Des industriels s'en emparent et encouragent les producteurs à réaliser un bilan carbone et à s'inscrire dans une démarche de réduction de l'empreinte carbone. C'est le cas par exemple de Danone.

Face au difficile renouvellement des générations, il apparaît toujours plus **nécessaire d'anticiper la transmission et l'installation**. La recherche de candidats ou d'exploitation, la définition des objectifs, la mise en œuvre du projet demandent en effet du temps, et les enjeux économiques et financiers tendent à croître. La hausse du prix du lait atténuera-t-elle la difficulté du renouvellement des générations ?

Dans une conjoncture bousculée, il est important **d'actualiser régulièrement ses repères en terme notamment de prix d'achat et de vente, de prix de revient, de prix d'équilibre, de trésorerie, de besoin de fonds de roulement**. La hausse du coût des intrants ces derniers mois entraîne une augmentation du coût de produc-

« Pour prendre les meilleures décisions au bon moment, il est nécessaire de disposer d'indicateurs de pilotage régulièrement actualisés. »

tion qui impacte la trésorerie. Il est nécessaire d'en tenir compte dans sa stratégie d'entreprise en intégrant la hausse du besoin de fonds de roulement, la constitution d'une trésorerie de sécurité plus importante. S'il est délicat de se prononcer sur les niveaux prévisionnels de prix de vente ou d'achat au-delà de quelques mois, il est clair que la volatilité des cours restera une réalité. Pour prendre les meilleures décisions au bon moment, il est nécessaire de disposer d'indicateurs de pilotage régulièrement actualisés.

La conjoncture favorable sur la viande et le lait permet aux producteurs de dégager en moyenne de bons résultats en 2022, malgré la hausse des coûts de production. La crainte d'un retournement de conjoncture avec une couverture en intrants à prix fort, doit amener à rester prudent. Derrière la moyenne, l'hétérogénéité des situations est croissante.

La hausse des intrants, les effets climatiques repositionnent la maîtrise et la cohérence technique au cœur de la performance des élevages laitiers. La maîtrise des charges et des investissements sont des conditions de réussite, de même que la disponibilité de la main-d'œuvre et des compétences, au sein d'entreprises qui ont, pour certaines, fortement évolué depuis 2016. La performance revient d'abord au chef d'entreprise, à sa capacité à établir une stratégie claire mais agile, à décider, se remettre en cause, à porter et mener un projet cohérent. ●

Viande bovine

le manque d'offre pourrait accélérer les mutations



par **Mélanie RICHARD** Responsable conseil économique et métier, Conseil national Cerfrance

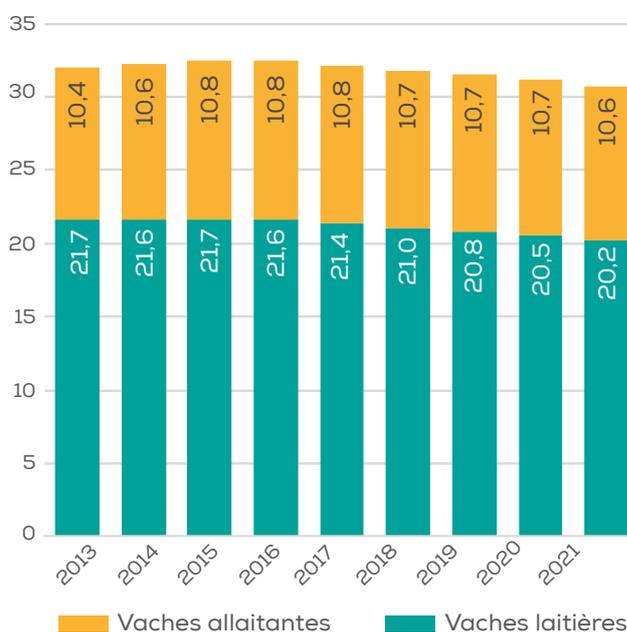
Tendances

● **Les décapitalisations, française et européenne, induisent un recul durable de la production.**

Le cheptel français a perdu 740 000 vaches depuis 2016: -290 000 laitières (-8 %) et -450 000 allaitantes (-11 %). Ce repli du cheptel allaitant concerne toute la France mais est particulièrement marqué dans le Grand Ouest, les zones intermédiaires et le sud de la Bourgogne.

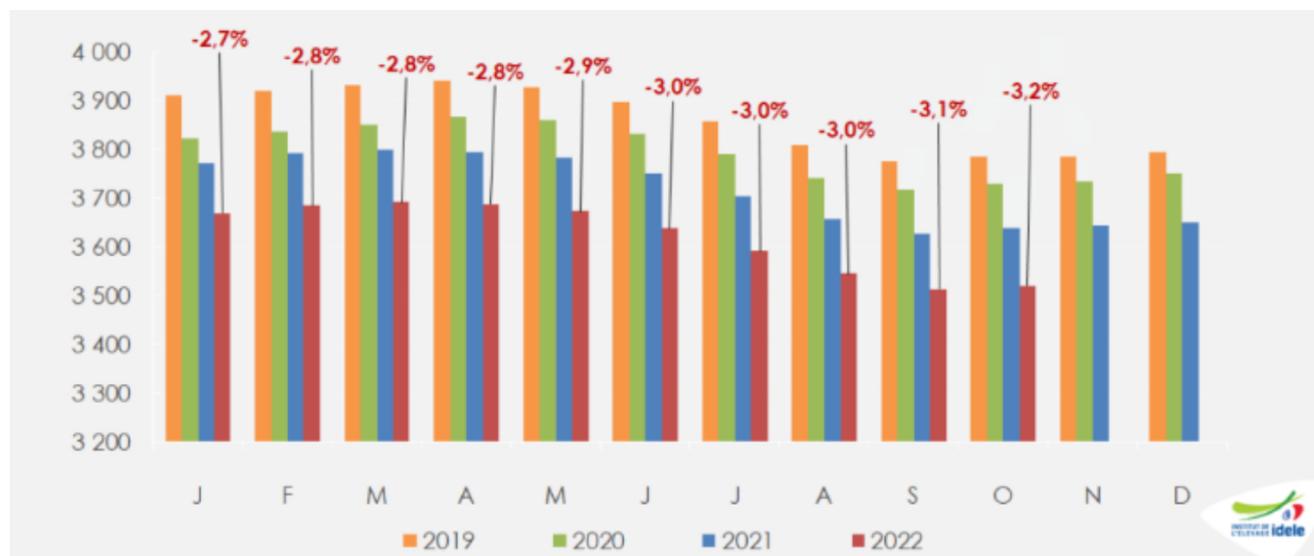
Au niveau européen, le cheptel de vaches recule également depuis 2016: -1,4 millions de laitières (-7%/2016) et -252 000 allaitantes (-2 %). La baisse de cheptel laitier est quasi généralisée (hormis en Irlande) et côté allaitant, parmi les principaux acteurs, seuls les pays du sud confortent leur cheptel (Espagne, Portugal et Italie). Ainsi, l'UE-27 a perdu 4 millions de bovins (-5 %) en 5 ans et **la production européenne de viande bovine recule chaque année après un pic en 2018.**

Cheptel de vaches de l'UE-27 (millions de têtes)



Source : CN Cerfrance d'après Eurostat

Vaches allaitantes présentes au 1^{er} du mois



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE-BDNI

Viande bovine : le manque d'offre pourrait accélérer les mutations

Cette faiblesse de l'offre tire les prix dans toute l'Europe depuis l'année dernière et ils atteignent des niveaux records en 2022 dans toutes les catégories.

● **La consommation résiste en valeur**, grâce au steak haché et au retour de la RHD. La consommation française de viande bovine s'érode de 0,8 % par an depuis 10 ans mais elle s'est stabilisée en 2021. Le chiffre d'affaires résiste plutôt en 2022, grâce au steak haché. La consommation par bilan se maintient mais repose sur une part plus importante de viande importée, en lien avec le manque d'offre nationale et le rebond de l'activité restauration, notamment les fast-foods.

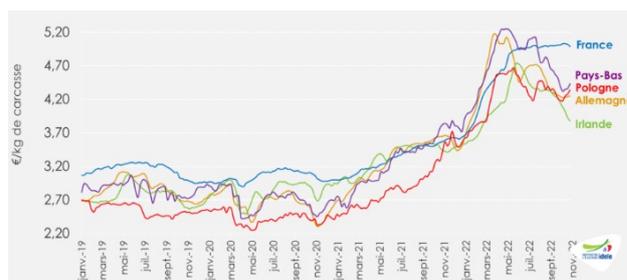
Les achats des ménages reculent en volume. Le chiffre d'affaires baisse nettement en boucherie traditionnelle (-12 %/2021 d'après Kantar) mais se maintient quasiment en grande distribution, grâce au dynamisme du haché (+16 % pour le frais et +33 % pour les surgelés sur les 3 derniers mois; +4 %/2021 et +12 % depuis le début de l'année, d'après Nielsen). Cette hausse découle avant tout de fortes hausses de prix. Dans un contexte inflationniste, le steak haché reste un produit accessible dans l'univers des viandes. Mais cela suffira-t-il à soutenir le chiffre d'affaires du secteur ?

● **La gestion des stocks devient primordiale.** Comme dans les autres secteurs, les éleveurs bovins sont confrontés à une hausse marquée des coûts des intrants, de l'énergie et des aliments achetés, d'autant plus qu'ils se sont approvisionnés tardivement. Ils ont, par ailleurs, subi les conséquences de la sécheresse sur la production des prairies (déficit de 20 à 30 % sur l'année 2022) et celles du maïs ensilage, avec des situations hétérogènes selon les zones, les sols et les dates de semis. Ils peuvent s'appuyer sur une bonne arrière-saison, hormis dans le Sud-Ouest, et sur les reports de stocks de 2021 pour passer l'hiver sereinement. Mais il faudra que 2023 permette de reconstituer les stocks ou a minima de couvrir les besoins.

Conjoncture

● **Le manque d'offre généralisé conduit à des prix record.** La décapitalisation allaitante s'est encore accélérée en France en 2022 (-3 % de vaches/2021 début octobre). La sécheresse a conduit à des sorties accrues d'avril à juillet. L'afflux s'est largement tari par la suite mais l'intégration de primipares dans les troupeaux est en recul. Côté laitier, les sorties se sont accélérées en août et septembre mais les éleveurs semblent dorénavant conserver leurs vaches. Les abattages de gros bovins sont en recul de 4,7 % en volume depuis le début de l'année. Ainsi, les prix, déjà orientés à la hausse en 2021, ont encore grimpé début 2022 avant de se stabiliser à des niveaux records. L'écart de prix entre les conformations laitières et allaitantes s'est sensiblement réduit.

Cotations des vaches O dans l'UE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Commission européenne

La pénurie est particulièrement marquée sur les vaches, laitières et allaitantes, qui alimentent les différents segments du marché français, friand de viande très rouge et un peu grasse. Les abattages ont reculé de respectivement 6 % et 3 %/2021 en volume depuis le début l'année et les prix sont 25 à 35 % supérieurs à l'année dernière (+1,10 €/kgc pour les vaches R à 5,39 € par exemple). Les

Viande bovine : le manque d'offre pourrait accélérer les mutations

opérateurs ont peu de prise sur ce marché qui découle des stratégies de réforme des producteurs.

Les jeunes bovins ou taurillons sont actuellement très recherchés pour faire tourner les abattoirs en manque de vaches. Les prix sont 20 à 25 % supérieurs à l'année dernière (+0,96 €/kgéc à 5,38 € pour les JB U).

Si les JB sont des productions relativement standardisées, il existe différentes filières bien spécifiques en fonction des débouchés : de très jeunes bovins de races à viande pour la Grèce, des JB de 16-18 mois Charolais pour l'Allemagne et l'Italie, des JB laitiers de 22-24 mois dont la saisonnalité est complémentaire de celle des vaches pour le marché français, en particulier du steak haché (notamment Mc Do). Les opérateurs cherchent actuellement à mettre en place de nouveaux contrats pour développer différents segments.

Les achats de broutards par les engraisseurs français ont progressé au détriment de l'exportation. Les broutards, très généralement de race à viande, sont en majorité destinés à l'exportation, vers le nord de l'Italie et secondairement de l'Espagne. Mais depuis l'automne

« Bien qu'ils y soient encouragés par la loi Egalim2, les éleveurs bovins sont peu enclins à contractualiser. »

Cotations des JB R dans l'UE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Commission européenne

manque d'offre: -5 % vers l'Italie et -7 % vers l'Espagne depuis le début 2022 pour l'ensemble des bovins vivants (veau compris).

La forte demande maintient les prix à un niveau élevé: +20 à 30 %/2021 pour les mâles. L'offre restera limitée pour la campagne à venir compte tenu de la baisse continue des naissances allaitantes.

De nouvelles opportunités de contrat

Dans ce contexte, bien qu'ils y soient encouragés par la loi Egalim2, les éleveurs bovins sont peu enclins à contractualiser. Mais le statu quo observé sur la contractualisation est aussi à mettre sur le compte de la faible structuration du secteur en OP et de la faible capacité montrée par les groupements à créer un rapport de force avec les acheteurs. De même,



Viande bovine : le manque d'offre pourrait accélérer les mutations

les maquignons évitent de contractualiser par crainte de ne pas pouvoir répercuter les prix aux abatteurs.

● **Les opérateurs de l'aval proposent de nouveaux contrats.** Face au manque d'offre (-117400 gros bovins abattus / 2021 à date), les opérateurs peinent à rentabiliser leurs outils. Certains abattoirs ne fonctionnent déjà plus que 4 jours sur 5. La concurrence se renforce, contribuant à la hausse des prix et les entreprises d'abattage cherchent plus que jamais à sécuriser leurs approvisionnements via la contractualisation.

Les opérateurs proposent différents types de contrats selon les marchés cibles.

À titre d'exemple, en Bretagne sont dorénavant proposés des contrats EJENDU pour des bovins croisés lait x viande (génisses essentiellement) nourris à l'auge, pour alimenter le marché de la restauration.

Afin de gérer la phase délicate du post-sevrage, les opérateurs ont mis en place des ateliers dédiés chez d'anciens éleveurs de veaux ou laitiers et à 3,5-4 mois les veaux sont envoyés chez un engraisseur.

Ajuster ou repenser le système

Les prix élevés ne mettent pas fin à la décapitalisation dans les zones où des alternatives cultures existent. Pour ceux qui restent, la décapitalisation nationale et européenne offre des perspectives de prix soutenus pour les années qui viennent.

Outre le niveau des cours, **la professionnalisation de l'élevage extensif est le principal levier pour la performance économique.** Accroître la productivité du travail par l'agrandissement des troupeaux peut être une option mais à condition que la maîtrise technique ne se dégrade pas. La sécurisation de la production fourragère et l'autonomie demeurent des axes importants, de même que se construire



des repères sur ses prix de revient. Lorsque les prix sont élevés, il y a un intérêt économique à maximiser le poids carcasse, notamment par une bonne finition.

On note que, dans une logique d'entreprise, lors de transmission avec poursuite de l'activité élevage, la valeur économique de l'exploitation prend de plus en plus le pas sur la valeur patrimoniale, d'autant que les offres de cession sont relativement nombreuses. La valeur patrimoniale demeure la référence pour des repreneurs sans élevage.

Par ailleurs, **les différents signaux en faveur de l'engraissement** (passage d'une prime à la vache à une prime à l'UGB de plus de 16 mois et baisse des plafonds dans la nouvelle PAC, proposition de nouveaux contrats...) sont à considérer pour repenser l'équilibre économique du système. De fait, le contexte pousse déjà certaines exploitations naisseuses à développer l'engraissement de génisses et certains engraisseurs à augmenter leurs achats complémentaires de broutards. ●

Porc: 2022, année de tous les contrastes



par **Anne BRAS** Chargée d'études et de prospective, Cerfrance Bretagne

La production porcine a connu en 2022 deux périodes très contrastées. En début d'année, la flambée du prix de l'alimentation animale a nécessité des aides pour sauver la trésorerie des éleveurs. À partir du printemps, la forte hausse du cours du porc a pris le relais. Les résultats économiques des exploitations sont passés en quelques mois du rouge au vert. L'énergie est désormais l'autre grande préoccupation des producteurs.

La Chine tire la production mondiale

En 2022, la production mondiale est prévue en hausse de presque 3 % grâce à la remontée des volumes chinois durement touchés en 2019 par la fièvre porcine africaine. Après une hausse de 31 % en 2021, les estimations pour 2022 s'établissent à +9 %. En conséquence, ses importations chutent de 30 à 60 % selon les origines. Pour l'Union européenne, la baisse se chiffre à 54 % et explique en grande partie la baisse des exports de 21 % toutes destinations confondues. Le commerce français est à l'unisson avec -47 % vers la Chine. À l'inverse, les importations, en provenance de nos voisins européens, progressent d'où un solde des échanges qui se dégrade: -145 millions d'€ sur 7 mois contre -181 M€ sur toute l'année 2021.

Exportations	2022	% 22/21	Dont Chine
UE 8 mois	2 946 800	- 21 %	- 54 %
USA 8 mois	1 721 000	- 15 %	- 44 %
Canada 8 mois	947 185	- 2,5 %	- 57 %
Brésil 9 mois	746 571	- 3,8 %	- 29 %



Réduction du cheptel européen

L'Union européenne connaît une décapitalisation importante de son cheptel porcine. Celui-ci est prévu en baisse de 4,6 % sur 2022 comparé à 2021. Sont particulièrement concernées l'Allemagne (-9,6 %), la Pologne (-12,9 %), le Danemark (-7,5 %). La France résiste avec « seulement » -2,5 %. Les abattages suivent les mêmes tendances. Sur 7 mois de 2022, ils affichent -4 % avec des prévisions à -1,8 % sur l'année. **L'Ifip anticipe une offre porcine en recul drastique sur tout le continent européen pour le 2e semestre de 2022 et le 1er de 2023.**

Très chers aliments

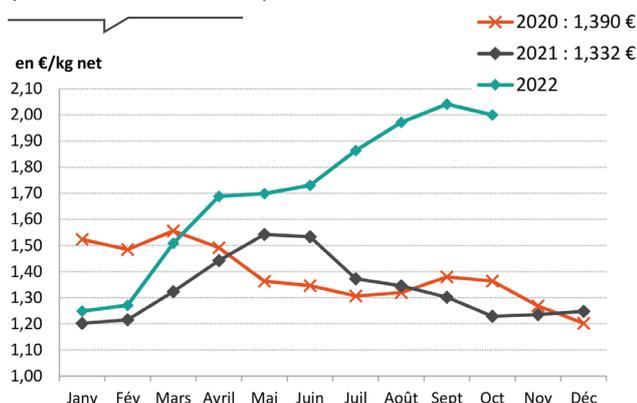
Le prix des aliments progresse de façon très importante depuis la fin de l'année 2021. Il devrait se situer en moyenne annuelle entre 380 et 400 €/tonne, contre 296 €/tonne en 2021. **Cela représente une augmentation du**

Porc 2022 : année de tous les contrastes

coût alimentaire de 30 à 35 centimes d'euros par kg net. À court et moyen terme, les prix devraient se maintenir à ce niveau du fait de la conjonction de chocs climatiques et géopolitiques. Si les récoltes mondiales de blé sont globalement satisfaisantes, les restrictions aux exports liées à la guerre Russie-Ukraine entraînent beaucoup d'incertitudes sur les disponibilités. Concernant le maïs, les rendements dans l'Union européenne sont les plus bas des dix dernières années tandis que la récolte ukrainienne atteint presque la moyenne quinquennale. Mais là encore, son stockage et son écoulement sont soumis à beaucoup d'hypothèses. La Chine, qui connaît une des plus graves sécheresses de son histoire, pourrait alimenter la hausse des prix en revenant massivement aux achats.

Envolée du prix du porc au printemps

Cours du porc - base MPB (cotation mensuelle)



Source: MPB, Pléirin.

De février à septembre 2022, le cours du porc au MPB¹ a connu une forte hausse, atteignant et même dépassant la barre des 2 €/kg. Ceci est lié d'une part à la baisse de l'offre, d'autre part à la hausse des coûts de revient en élevage.

1. Marché du Porc Breton

« La crise de l'influenza aviaire profite au porc en limitant les disponibilités de viande de volaille. »

Retournement de tendance en octobre, le cours amorce une descente en raison de la hausse saisonnière de l'offre et d'une demande bridée par une inflation galopante. **Sur 10 mois de 2022, le prix de base se situe malgré tout à 1,70 €/kg contre 1,35 € en moyenne quinquennale fin 2021.**

Depuis le mois de juin, le coût de revient en élevage est proche de 2 €/kg. D'avril à octobre, le prix payé aux éleveurs a permis de renouer avec la rentabilité, et même d'éponger les pertes des mois précédents. Sur l'année 2022, le solde de trésorerie devrait se situer autour de +5 €/trouille contre -177 €/trouille sur l'année 2021.

La consommation de porc se maintient

L'année 2022 a vu la répercussion tout au long de la chaîne alimentaire de la hausse des coûts de production. D'après l'Ifip², au mois de septembre 2022, la hausse sur un an du prix de l'alimentation animale est de 39 %, celle du prix du porc perçu par l'éleveur de 48 %, l'inflation sur les pièces au marché de Rungis atteint 28 % et 15 % sur les charcuteries. Toutes ces hausses se traduisent au final par une inflation de 8 % sur l'indice des prix à la consommation du porc frais. Le produit bénéficie malgré tout de l'image d'une viande moins chère. La crise de l'Influenza aviaire lui profite par une réduction

2. Baromètre porc Ifip - octobre 2022

Porc 2022 : année de tous les contrastes

tion de la disponibilité en viande de volailles. L'estimation de la consommation par bilan (production + importations - exportations) laisse penser qu'en août 2022, sur 12 mois glissants, les volumes totaux de produits porcins consommés progresseraient de 3 %.



Le mâle entier devient la règle

Depuis le 1^{er} janvier 2022, la castration des porcelets à vif est interdite, la prise en charge de la douleur obligatoire.

En outre, l'acte doit être justifié par l'existence d'un signe de qualité ou la signature d'un contrat Egalim2 qui garantit la prise en compte des coûts de production supplémentaires pour l'éleveur. Les producteurs réclament une plus-value de 13,7 centimes par kg alors que le syndicat des abattoirs, Culture viande, leur propose 2 centimes.

Des négociations en cours entre l'AOP porc Grand Ouest et les abattoirs pourraient conduire à une plus-value de 3 à 3,5 ct/kg pour les mâles castrés et une moins-value équivalente pour les mâles entiers. ●

Grandes cultures le palmarès des marges est bousculé



par **Mathilde Schryve** Responsable études et prospectives, Cerfrance Bourgogne-Franche-Comté,
Michel Lagahe Directeur du pôle conseil, Cerfrance Gascogne occitane,
Thierry Lemaître Agronome.

2022 est marquée par l'envolée des cours des grains, qui compense, en moyenne, la hausse du prix des intrants. Les revenus moyens ont poursuivi leur hausse et devraient être élevés pour la deuxième année consécutive. Une importante hétérogénéité des rendements et des stratégies d'achat et de vente entraîne toutefois une variabilité accrue des résultats entre exploitations.

Tendances et perspectives

● Une plus grande incertitude quant aux rendements

Depuis plusieurs années, les aléas climatiques se multiplient, entraînant une plus grande hétérogénéité des rendements à l'échelle de la France, mais aussi de la région ou de l'exploitation. La baisse marquée des précipitations printanières et estivales en 2022 et l'accroissement de l'évapotranspiration peuvent provoquer des résultats catastrophiques en sol superficiels, à

Grandes cultures

moins de recevoir un orage au bon moment du cycle végétatif ou de pouvoir irriguer. Les évolutions réglementaires, interdiction de molécules, restriction des prélèvements d'eau, diminuent également les volumes récoltés.

● Des repères économiques nouveaux, des arbitrages différents

En 2022, les marges brutes atteignent des niveaux inédits grâce à des prix en hausse. Les écarts de rendement importants, dans un contexte d'économie de charges (les quantités d'engrais consommées sont en baisse de 7 % en 2022) et des positionnements à des moments différents génèrent **des revenus très variables d'une exploitation à l'autre.**

En 2023, le coût des intrants progresse (x2 à x2,5 pour les engrais, le gaz en particulier pour le séchage, l'énergie pour l'irrigation selon le renouvellement des contrats, le carburant pour la mécanisation...). Sur des bases de rendements moyens, les cours actuels permettent de couvrir les charges et d'assurer un revenu à l'agriculteur. Une analyse en Bourgogne-Franche-Comté croisant la hausse du coût des intrants et la variabilité du rendement montre que pour des rendements prudents (-10 %/moyenne quinquennale), les prix actuels sont nécessaires et suffisants pour assurer la couverture des prix de seuil. Il apparaît donc judicieux de couvrir ses achats par des ventes correspondantes et d'adapter le financement faire face à l'augmentation de BFR due à la hausse du prix des intrants. D'autre part, une consolidation de la trésorerie anticipant le retournement de tendance permettra de limiter les effets du resserrement du ciseau produits/charges.

Cependant, **la situation actuelle génère des changements dans la hiérarchie des marges.** Dans le choix des cultures, leur sobriété (en intrants, eau, et énergie) va être un critère plus important qu'auparavant. Deux types de stratégies sont envisageables : **la sobriété**

avec des cultures peu consommatrices d'intrants (orge, soja, tournesol...) ou, à l'inverse, **la valorisation d'intrants coûteux grâce à des cultures à très fort potentiel** (blé tendre, colza, maïs irrigué...).



Choisir ses cultures par rapport à leur apport de valeur ajoutée pose la **question des cultures contractuelles**. Celles-ci offrent des marges supérieures mais demandent une technicité plus importante, une main-d'œuvre supplémentaire et souvent une mécanisation spécifique. L'intérêt de conserver ses contrats par rapport à des cultures classiques aujourd'hui rémunératrices se pose. Nous préconisons de regarder au-delà des opportunités conjoncturelles et de se projeter à moyen terme sur une démarche stratégique concernant l'avenir de son exploitation.

Cette phase de cours et de revenus élevés doit inciter à adopter des pratiques résilientes. Les couverts végétaux, par exemple, peuvent apporter des services au-delà du respect de la réglementation. La période actuelle permet d'aller chercher leur intérêt agronomique, viser

Grandes cultures

une stratégie à moyen terme, la matière organique, le carbone, la mécanisation... Elle se prête à l'investissement et à l'innovation car les exploitants peuvent financer leurs expérimentations et y trouver un intérêt rapide.

Il est important de **mesurer les impacts de la PAC 2023 sur son exploitation pour prendre les décisions adaptées**. La réglementation incite à diversifier les assolements, à renforcer la rotation des cultures. La pratique de la plupart des exploitations de grandes cultures en France a déjà évolué en ce sens. Cependant, certaines exploitations peu diversifiées pourraient perdre des aides de façon importante. Pour celles-ci, il faut mesurer les risques liés à l'introduction de culture inconnue requérant des adaptations techniques.

Au-delà de la conjoncture à court terme il est nécessaire de poursuivre une réflexion globale et adaptée à chaque structure et de **se positionner dans une démarche à moyen terme**. Les enjeux sont multiples et propres à chacun : conserver l'accès à des partenaires économiques qui offrent des productions rémunératrices quand la conjoncture est défavorable, préserver et partager la ressource en eau, améliorer le potentiel agronomique de ses sols, atténuer l'effet ciseau à venir...

La conjoncture par culture

● **Blé tendre: des cours tributaires de l'écoulement des stocks via le corridor de la mer Noire**

En 2022, la récolte française de blé tendre accuse une légère baisse par rapport à 2021, du fait d'une baisse des surfaces que ne compense pas une légère hausse des rendements (71 q/ha). Les écarts de rendements se creusent entre le nord et le sud de la Loire. Les résultats sont très hétérogènes d'une exploitation à l'autre, selon les types de sols, les précédents et les variétés.

Face à une production mondiale soutenue par de belles récoltes canadiennes, australienne et russe, la consommation marque le pas. En effet, l'inflation et la crise économique qui touchent beaucoup de pays importateurs entraînent une baisse de la demande. Les fondamentaux sont donc baissiers. Cependant, les difficultés d'acheminement, liées à la guerre en Ukraine, expliquent que le prix des grains reste supérieur à 300 €/tonne. L'ouverture du corridor de la mer Noire cet été a amené une relative détente. Après un démarrage lent, les exportations se rapprochent de leur rythme habituel et le blé français perd en compétitivité. Les cours mondiaux sont donc suspendus à cet accord, renouvelé pour 120 jours mi-novembre. De fortes variations sont à attendre dans les prochains mois, en fonction des déclarations de Vladimir Poutine, dont les effets sont amplifiés par les stratégies spéculatives des fonds de pensions.

● **Orges de mouture compétitives dans les formulations, des résultats contrastés en orges brassicoles**

Les orges d'hiver satisfont les besoins des débouchés en qualité et en quantité, contrairement aux orges de printemps, plus affectées par la sécheresse. Dans les zones intermédiaires, leurs rendements sont en baisse et les teneurs en protéines souvent trop élevées pour une valorisation brassicole. Dans le nord et l'ouest du Bassin parisien, les rendements sont meilleurs et la qualité plus conforme à l'attente des brasseries. La demande reste forte, en dépit du renchérissement des coûts de maltage et d'embouteillage. Face à des volumes en recul, cela entraîne une forte hausse des primes brassicoles depuis cet été.

Les orges sont très compétitives en alimentation animale, face aux blés et aux maïs. Cela

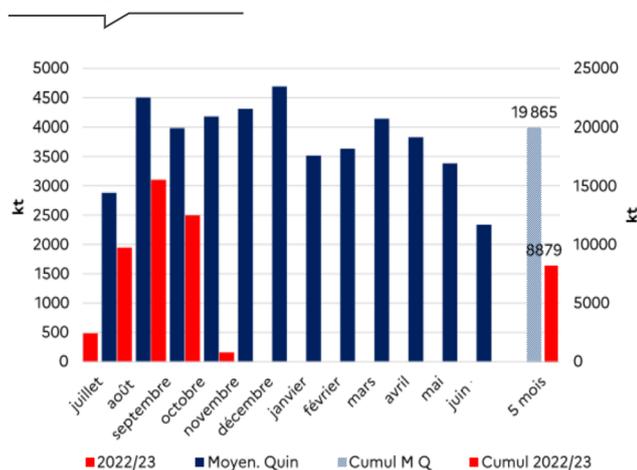
Grandes cultures

entretient une forte demande intérieure et communautaire, en dépit de la baisse de fabrication d'aliments (-10 % en France / 2021) due à la grippe aviaire et à la baisse du cheptel bovin.

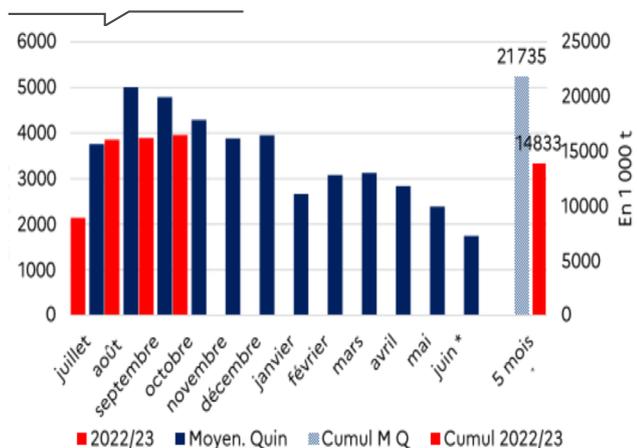
● Blé dur: des marges élevées et des surfaces en baisse

La campagne 2022 se caractérise par des cours élevés (de 400 à 500 €/tonne) et une petite récolte avec 53 q/ha en France. Malgré des marges brutes en nette progression, les surfaces continuent de baisser: 300 000 ha

Exportations d'Ukraine au 04/11/2022 (Blé, orge et maïs)



Exportations de Russie (Blé, orge et maïs)



Source : FranceAgrimer



en 2021, il n'y a plus que 256 000 hectares en 2022. Les stocks mondiaux sont au minimum, ce qui laisse présager une campagne tendue. Les importations du Canada qui se développent sont à surveiller.

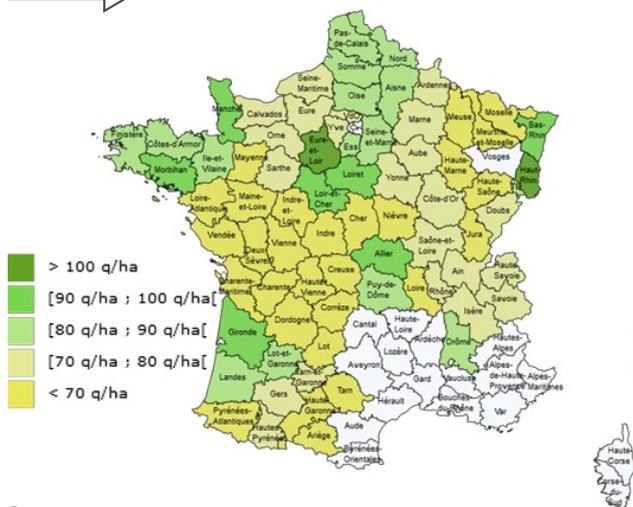
● Maïs: un bilan déficitaire qui tire les cours vers le haut

2022 est la plus petite récolte depuis 1990 avec des baisses de surface (-6,8 % par rapport à l'année passée) et une très forte chute du rendement. Le rendement moyen, de 78,9 q/ha, est en retrait de 25 q/ha par rapport à 2021 et de 15 q/ha par rapport à la moyenne des trois dernières années. Avec une récolte catastrophique en Europe et en fort retrait aux États-Unis, le bilan mondial 2022 est déficitaire. Il tire aujourd'hui les cours du maïs vers le haut. La chute de la production européenne se traduit par des importations en forte hausse: elles ont quasiment doublé depuis le 1^{er} juillet au niveau européen.

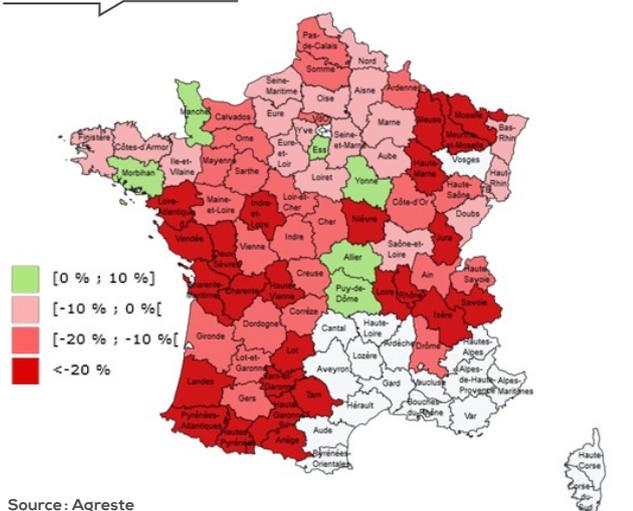
La hausse des cours a démarré en juin 2020. La guerre en Ukraine l'a renforcée et a provoqué une très forte volatilité. Le maïs tire son épingle du jeu grâce à sa forte productivité, en particulier lorsqu'il est irrigué, qui valorise bien les intrants et permet d'espérer à nouveau de bonnes marges en 2023.

Grandes cultures

Rendement du maïs grain en 2022



Évolution du rendement du maïs grain par rapport à la moyenne 2017-2021

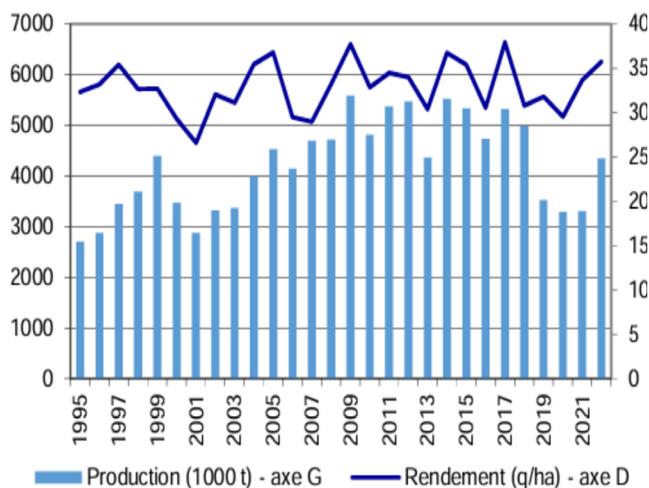


Source : Agreste

● Colza : des résultats exceptionnels à tous points de vue

La récolte française de colza en 2022 a été la meilleure depuis 5 ans, grâce à une forte hausse des surfaces (+24 % / 2021) et des rendements (+6 % / 2021 et +9 % / moyenne quinquennale). La belle récolte mondiale, tirée par la Canada et l'Ukraine, et les stocks importants d'huile de palme, ont fait redescendre les cours des sommets atteints au printemps 2022 (> 1000 €/tonne).

Colza : production et rendement français



Source : Agreste

La compétitivité du colza français par rapport au canola canadien est dégradée par la remontée de la parité euro/dollar. Cependant, la forte demande des tritrateurs européens, due à la consommation accrue de biodiesel, permet de maintenir les cotations au-dessus de 600 €/tonne. Ce niveau, couplé aux bons rendements, permettra de dégager des marges importantes sur la récolte 2022, en dépit du prix des intrants.

● Le tournesol à la conquête du territoire français

Avec 840 000 hectares en 2022, soit une croissance de 20 % par rapport à 2021, le tournesol bénéficie de très bons prix (entre 500 et 800 € la tonne) depuis le démarrage de la guerre en Ukraine. Cela a encouragé les agriculteurs français à lui laisser plus de place dans leur assolement. Cette culture d'été a été durement frappée par la sécheresse 2022. Les rendements sont seulement de 20 q/ha en moyenne, soit 7 quintaux de moins que l'année précédente. Elle a toutefois plusieurs atouts : une bonne résistance aux vagues de chaleur

Grandes cultures

et une très bonne valorisation de l'irrigation. Les cours actuels couplés à des rendements plus proches de la moyenne (27 q/ha) permettraient d'atteindre de bonnes marges brutes. Cela laisse présager un nouvel accroissement des surfaces en 2023.

Production française de tournesol (en Mt)



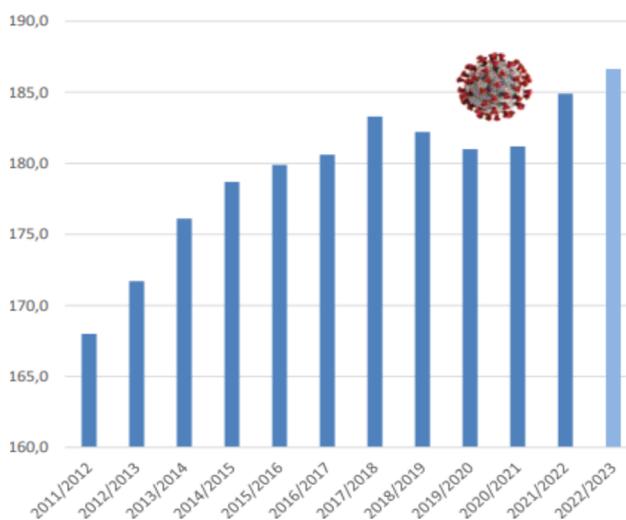
Source : Agreste

● Betteraves: une conjoncture beaucoup plus favorable que ces dernières années

Après quatre années de déficit par rapport à la consommation, la production mondiale 2022 est attendue légèrement excédentaire d'environ 3 Mt. Le faible niveau de stocks mondiaux pourrait conduire à des prix encore plus élevés mais l'effondrement du real brésilien contribue à maintenir les cours du sucre brut entre 18 et 20 cts/lb. La consommation mondiale a retrouvé sa dynamique d'avant Covid-19 et l'Inde est en passe de devenir le premier producteur ayant rejoint le Brésil, leader historique. Ces deux pays produisent chacun environ 40 Mt soit 45 % de l'offre mondiale.

La production française très moyenne, fortement impactée par la sécheresse et extrêmement variable selon les conditions climatiques locales, devrait être comprise entre 80 et 82 tonnes à 16°. Au niveau européen, la produc-

Consommation mondiale de sucre en Mt



Source : CGB

tion 2022 sera d'environ 15,5 Mt, en retrait de 0,7 Mt par rapport à l'an passé et placera l'Union européenne en situation d'importatrice nette d'un peu moins de 1Mt.

Les prix des betteraves seront donc guidés par le marché européen essentiellement et le marché de l'alcool/éthanol. Les efforts des fabricants de sucre sur la stratégie de valorisation du sucre, et sur la sobriété énergétique d'autre part (notamment via l'anticipation des campagnes de fabrication), leur permettent d'annoncer des prix de campagne 2022 supérieurs à 40 €/tonne de betteraves.

Dans cette période de renouvellement des contrats pour une petite moitié des betteraviers adhérents des coopératives, ces perspectives de prix, sont de nature à redonner suffisamment d'intérêt à la betterave dans les choix d'assolement malgré l'augmentation des coûts de production et la rentabilité des autres cultures céréales oléo-protéagineuses.

Grandes cultures

● Pommes de terre : l'envolée des coûts de production et de conservation

Les productions françaises et belges ont durement souffert de la sécheresse en 2022. En France, la baisse des volumes est estimée à 20 % avec de gros écarts selon les secteurs qui ont bénéficié ou non de pluies orageuses ou de la possibilité d'irriguer. À l'échelle du NEPG (France, Allemagne, Belgique, Pays Bas), la production est estimée aux alentours de 20 Mt, en baisse de 7 à 11 % par rapport à 2021, malgré des surfaces en augmentation de 3,2 % à 510 000 ha et presque 2 % de plus que la moyenne quinquennale.

La forte progression du coût de production marque la campagne 2022. Engrais, produits phytosanitaires spécifiques, mécanisation et surtout dépenses liées à l'irrigation (que l'énergie soit électrique ou diesel) ont impacté ce coût. La grande préoccupation des producteurs se situe au stockage : les conditions de végétation et de récolte ont été défavorables à une bonne conservation et la flambée des coûts énergétiques notamment pour les grosses installations avec groupes frigorifiques amène des surcoûts de 8 à 30 €/tonne en moyenne

selon les durées de stockage avec d'énormes écarts. Les industriels ont dû procéder à une revalorisation des contrats signés fin 2021 ou début 2022 pour compenser cette inflation.

Le début de campagne de commercialisation se révèle satisfaisant. Bien que les volumes soient décevants, le marché de l'industrie n'enregistre pas pour l'instant de tension, les industriels s'approvisionnant sur les contrats. Sur le marché du frais, en France, les achats des ménages baissent de nouveau en tonnage mais se maintiennent en valeur. Les conditionnements s'orientent de plus en plus vers les petits formats de 1 à 2 kg. Le marché export, quant à lui, fait preuve d'un dynamisme remarquable en particulier vers l'Espagne, le Portugal et l'Italie.

Comme la plupart des cultures industrielles à coût de production élevé, la pomme de terre subit la concurrence des céréales et oléagineux dans les choix d'assolement et le risque de voir les surfaces régresser existe. Néanmoins, la contractualisation et l'atténuation de l'effet ciseau d'un retournement de conjoncture dans ce genre de production contribuent au maintien de la culture. ●

Exportations françaises (en tonnes) - période août 2022 à septembre 2022 (en cumul)

Pays	Période août 2018 et septembre 2018 (cumul)	Période août 2019 et septembre 2019 (cumul)	Période août 2020 et septembre 2020 (cumul)	Période août 2021 et septembre 2021 (cumul)	Période août 2022 et septembre 2022 (cumul)	Évolution août-septembre 2022 vs août-septembre 2021
Espagne	33 524	44 658	43 975	27 835	59 342	113 %
Italie	18 689	35 477	26 319	28 977	35 831	24 %
Belgique	75 263	52 063	53 031	68 282	84 368	24 %
Portugal	5 299	6 252	9 934	3 671	11 515	214 %
Allemagne	9 040	7 631	6 867	6 537	8 618	32 %
Royaume Uni	5 809	884	2 057	3 271	178	-95 %
Pays Bas	9 073	7 559	8 476	6 150	8 720	42 %
Grèce	1 411	745	485	1 282	2 591	102 %
Europe de l'Est	1 470	5 166	2 217	10 677	8 289	-31 %
Autres	6 476	3 891	9 118	3 276	8 997	-31 %
TOTAL	166 054	164 326	162 479	159 958	228 449	43 %

Source : CNIPT

Fruits et Légumes : l'énergie au cœur des réflexions



par **Fabien BARRABÉ** Directeur d'agences, Cerfrance Lot-et-Garonne

Tendances

Cette fin d'année 2022 est marquée par un questionnement important sur le coût de l'énergie. Pour autant, tout au long de l'année, c'est plutôt d'autres postes de charges comme la hausse des engrais ou des emballages qui ont alimenté les discussions. Au-delà des hausses de coûts des intrants est venue s'ajouter la crainte de ne pas être approvisionné. Par exemple, des tensions sur l'approvisionnement des cartons ont pu conduire à des difficultés pour les opérateurs commerciaux à tenir leurs engagements. L'augmentation du coût des transports a également renforcé le besoin d'optimiser la chaîne logistique. Bien qu'impactant toutes les filières fruits et légumes, ce poste de charge est à relativiser en fonction de la valeur marchande transportée sur une même palette. Ainsi entre une palette de salade et une palette de fraise, ou simplement selon les segments de produits, le rapport coût du produit transporté sur valeur de la marchandise peut aller du simple au double.

Dans ce contexte d'augmentation des charges de production, la bataille pour revaloriser les prix de vente a été rude sur l'année 2022 et peu récompensée selon Interfel (Interprofession des Fruits et Légumes frais) qui l'estime inférieure à 2 % en août tous fruits et légumes frais confondus sur la base des données de l'INSEE ¹. Le consommateur a une image de produits onéreux dès qu'il fait référence à ses achats de fruits et légumes, ce qui diminue l'acceptation à payer plus cher ses produits. À cela s'ajoute, une concentration de la consom-

¹ Source (INSEE - 15/09) : +3,2 %/août 2021 en fruits (+2,7 % en juillet) et de +0,5 %/août 2021 en légumes (4,9 % en juillet).



mation vers les segments de milieu de gamme. Cette tendance conduit ou pourrait conduire à une simplification de gamme par une demande moins forte sur les produits haut de gamme ; et une différenciation de segments sur deux axes majeurs : des produits origine France versus des marques distributeurs où l'origine ne sera pas mise en avant mais où les GMS visent des prix bas en ayant recours à l'importation si besoin.

Les marges à la production se sont donc contractées sur l'année 2022.

Conjoncture 2022

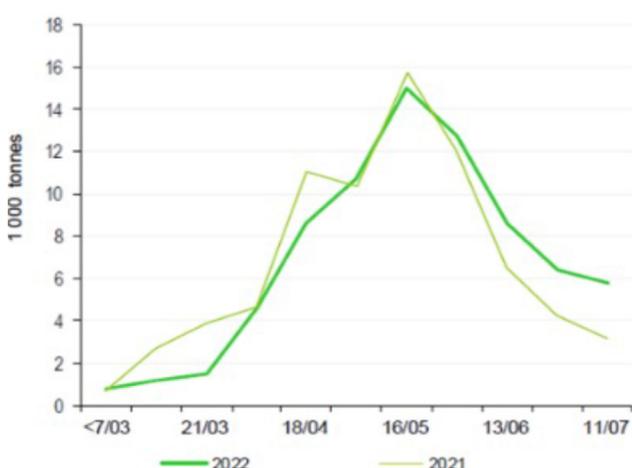
● Fraise

Selon Agreste, la production 2022 de fraise serait quasi-identique à celle de 2021, autour de 76 000 tonnes. Les surfaces de fraises s'élèveraient à 4 000 ha en 2022, stables par rapport à 2021.

Fruits et Légumes : l'énergie au cœur des réflexions

Les épisodes de canicule et de manière générale les températures élevées ont eu des effets sur les rythmes de production : accélération du mûrissement des fraises, notamment pendant l'été, et parfois fragilisation, décalage de la campagne de production. Par ailleurs, le démarrage a été plus tardif (en lien avec la hausse de l'énergie, baisse du chauffage et donc moindre précocité). Le pic de production reste marqué sur le mois de mai.

Production nationale de fraises : un recul des récoltes jusqu'à la semaine du 18/04



Source : Agreste

Cette moindre régularité de l'offre a entraîné des répercussions négatives sur l'équilibre des marchés, notamment sur les fraises rondes déjà structurellement plus aléatoire : une production plus concentrée et moins prévisible, notamment par la moindre régularité de l'offre de pleine terre (en diminution mais de plus en plus recentrée sur une période courte, en lien avec les pics de chaleur précoces).

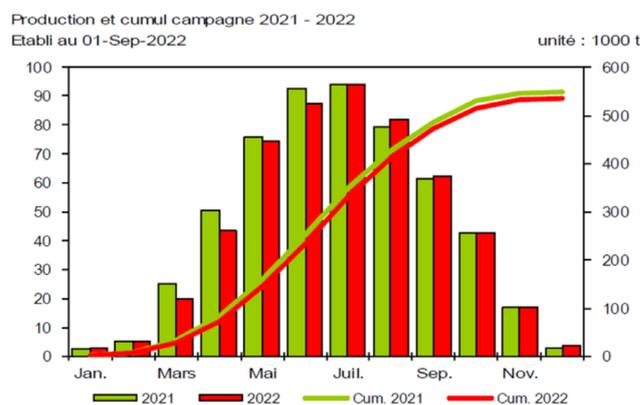
En revanche, l'organisation autour des fraises longues (garigouette, ciflorette) a permis de mieux écouler les volumes. Globalement les opérateurs structurent l'offre avec des engagements de volume auprès de la grande distribution. L'offre est de qualité et étalée sur plusieurs semaines.

« L'organisation autour des fraises longues a permis de mieux écouler les volumes. »

● Tomate

Les récoltes de tomates sont en baisse notamment sur le 1^{er} semestre 2022, tendance observée depuis au moins 3 ans. Peut-on y voir un effet des adaptations de variétés ? Des pics de chaleur plus précoces ? Les volumes 2022 sont en baisse de 3 % par rapport à la campagne 2021 mais stables par rapport à la moyenne quinquennale.

Calendrier national de production de tomates pour le marché du frais



Source : Agreste

La campagne 2022 se caractérise par un bon écoulement des volumes, les températures très élevées sur toute la France ayant été favorables à la consommation de tomates. Fermes jusqu'en juillet, les prix à la production ont fortement fléchi en août. Pour autant la tendance des résultats 2022 est moins florissante que 2021 avec une contraction des marges dues à la hausse des intrants. Cette hausse reste encore modérée comparativement à l'année à venir avec l'impact notamment du coût de l'énergie.

Fruits et Légumes : l'énergie au cœur des réflexions

● Pomme

La récolte 2022 affiche une hausse de 6 % en volume par rapport à 2021 (+1 % par rapport à la moyenne quinquennale). Mais les variations sont fortes d'un verger à l'autre: impact gel, canicule, sécheresse. La France reste le troisième producteur européen derrière la Pologne et l'Italie, et devant l'Allemagne. La Pologne, premier pays producteur, poursuit son développement de volumes.

Des stocks de fin de campagne 2021-2022 en hausse de 50 % et une offre plus importante sur le marché sur ce début d'automne 2022 ont fait pression sur les cours qui s'orientent à la baisse pour cette campagne. Pour les mois à venir, avec la hausse du coût de l'électricité, les frais de stockage peuvent devenir difficilement supportables pour certaines entreprises, et pourraient les conduire à libérer plus rapidement des stocks.



Perspectives

Quelles que soient les filières fruits et légumes, le sujet majeur est celui de l'énergie avec une évolution du coût depuis le producteur jusqu'à la station de conditionnement et stockage: quelle est la hausse du coût de chauffage? Quelle est la hausse du coût du froid pour le

stockage? Quel est l'impact des frais d'électricité dans les stations de conditionnement?

Des réflexions se font au cas par cas selon la période de renégociation des contrats: maintenant ou fin 2023.

Les moyens de production de chaleur ou de froid sont très différents d'une exploitation à une autre et leur niveau de sensibilité au prix du gaz ou de l'électricité sont variables. Ainsi en tomate, les producteurs qui ont une unité de cogénération sont globalement moins impactés pour l'instant car ils achètent du gaz mais revendent de l'électricité avec une certaine indexation entre les deux énergies.

Toute la réflexion doit se mener avec une vigilance particulière sur l'équilibre entre économies d'énergie et étalement de production. Par exemple en pomme, pour réduire coût de production, la réduction de la période stockage libère des volumes de pommes plus rapidement, donc une pression plus forte sur les marchés. Cela nécessite un arbitrage d'autant plus fin que selon la variété, le choix peut être différent.

Autre exemple en tomate ou en fraise, la réduction du chauffage limite la précocité des cultures et accentue les pics de production, là où les crises conjoncturelles sont les plus fréquentes. La question se pose vraiment de produire plus ou moins en contre-saison: coût supérieur mais de belles perspectives de vente car il y aura très probablement peu d'offres. Ces choix d'itinéraires de cultures sont à analyser pour chaque filière, également pour veiller à organiser au mieux l'offre sur la campagne.

Enfin, reste une variable sur le comportement du consommateur qui pourrait arbitrer ses achats en les limitant aux produits de saison et donc venir bouleverser les habituels équilibres offre/demande des années passées. ●

L'actualité des circuits courts

par **Jacques Mathé** *Économiste rural*



La (sur) médiatisation des productions locales et des circuits à l'heure de la Covid-19 est retombée. Dans le même temps, les clients semblent plus attentifs à l'offre (rapport qualité/prix), comme en témoigne la stagnation des ventes.

Pourtant la dynamique des projets ne ralentit pas même si la pérennité de tous n'est pas assurée.

Les candidats à la production en circuit court sont toujours aussi nombreux (on devrait dire les candidates tellement les installations portées par les femmes sont nombreuses). On y retrouve des néoruraux avec des formations souvent de haut niveau, des ruraux avec un lien plus ou moins proche avec des agriculteurs et des candidats à la reprise de la ferme familiale de formation agricole et qui vont développer un atelier circuit court complémentaire d'une production en filière déjà existante.

Si la pandémie a pu jouer comme un accélérateur de projet, la tendance est souvent de choisir des installations en maraîchage, ou plantes aromatiques et médicinales (projets féminins en priorité). L'intérêt est dans le faible montant des capitaux à mobiliser au départ. Mais ces installations se révèlent compliquées à gérer. Le maraîchage nécessite un haut niveau de compétences et la masse de travail à fournir est phénoménale pour une espérance de revenus net assez faible. Les plantes aromatiques sont moins complexes en production mais par contre le chiffre d'affaires réalisable est souvent bien modeste.

Au total, si l'enthousiasme des porteurs de projets ne faiblit pas, le retour sur investissement (le capital travail) est très aléatoire et la pérennité de tous ces projets n'est pas assurée. En revanche, les projets qui s'appuient sur de

la transformation (laitière, animale, végétale...) offrent aux producteurs un retour en revenu et en pérennité du projet bien supérieur.

Les clients toujours présents, mais la frénésie d'achats est moins intense

Depuis le début 2022, beaucoup de points de vente collectifs observent un tassement des chiffres d'affaires. Le constat a été le même chez les producteurs présents dans les marchés de plein vent pendant l'été 2022. La question du pouvoir d'achat est toujours centrale mais il faut aussi s'interroger sur la pertinence de l'offre et sur la concurrence tous azimuts dans la distribution des produits alimentaires locaux.

L'offre des producteurs est trop positionnée sur des produits bruts, alors que la gamme devrait s'étendre à des aliments élaborés, prêts à manger, cuisinés.

Il y a un gisement de chiffre d'affaires à exploiter d'autant qu'il correspond à une demande en croissance. Les consommateurs, notamment les moins de 40 ans ont grandi avec ces produits alimentaires cuisinés. Les producteurs vont devoir apprendre le métier de « traiteur de produits locaux ». Mais ce sera un autre métier avec des compétences spécifiques. Il va falloir répondre à des enseignes (Grand Frais, Fresh, et toutes les épiceries locales...) qui viennent concurrencer l'offre des magasins fermiers. Quelques rares magasins de producteurs ont compris l'intérêt d'offrir un rayon traiteur. Ce sera certainement une voie d'avenir dans la croissance des ventes de produits fermiers et dans la mise en concurrence avec d'autres formes de distribution.

Les meilleurs magasins de producteurs affichent des performances économiques supérieures à la moyenne des supérettes françaises (- de 400 m²)

Ces informations essentielles sont réunies dans l'étude annuelle réalisée par les Cerfrance Auvergne-Rhône-Alpes qui analysent 50 points de vente collectifs: *Références économiques des magasins de producteurs 2021-2022*.

Le quart supérieur des meilleurs magasins réalise plus de 14 000 € de chiffre d'affaires au m² (6 500 en moyenne dans une supérette). Ces magasins ont plus de 10 ans d'ancienneté avec 11 associés producteurs (qui ont investi dans l'espace de vente) et 30 producteurs en dépôt vendeurs. Ils affichent plus de 10 000 € de CA par jour ouvert, une excellente performance. Enfin, la majorité de ces magasins sont situés en zone commerciale des centres urbains et pas en centre-ville.

Pourtant la dispersion des résultats est très importante et nombre de magasins sont en difficulté, très souvent pour des problèmes de gouvernance et d'entente entre les associés.

La performance est aussi très dépendante de l'offre globale et de la largeur de la gamme proposée aux clients.

Pour les producteurs, des points de vigilance et d'amélioration

Les tensions restent fortes sur le travail quel que soit le type de production. La bonne gestion des tâches notamment dans la transformation et la distribution est primordiale pour ne pas se laisser déborder par le travail. Le temps passé doit se retrouver dans la formation du prix. C'est là que le bât blesse. Trop de produits en circuit court sont dans une logique de prix discount alors que ce système alimentaire n'est pas qualifié pour cela. Le circuit court c'est un travail d'artisan peu automatisable. La part des coûts de main-d'œuvre est majoritaire dans les coûts totaux. Ne pas en tenir compte c'est compromettre l'avenir du projet.

Rappelons notre référence qui se confirme année après année, quels que soient les produits commercialisés, l'objectif est de réaliser 70 000 à 80 000 € de ventes par travailleur pour dégager un Smic.

Ceux qui respectent ces trois dimensions, gestion du temps de travail, vente au prix juste (intégrant tous les coûts) et ambition de chiffre d'affaires, affichent des résultats économiques bien supérieurs à des modèles agricoles en circuit long. Restent à tous les producteurs en circuit court à entrer pleinement dans le troisième millénaire de la distribution alimentaire en se focalisant sur la communication avec les clients et en maîtrisant tous les outils du digital, notamment les terminaux de paiement. ●



Conseil National du Réseau CERFRANCE
18 rue de l'Armorique 75 015 PARIS
Tél. + 33 (0) 1 56 54 28 28
www.cerfrance.fr

Directeur de la publication : Benoît Hureau

Directeur de la rédaction : Philippe Boulet

Rédacteur en chef : Mélanie Richard

Membres du comité de rédaction : Fabien Barrabé, Xavier Beaufils, Philippe Boulet, Anne Bras, Mélanie Jugé, Michel Lagahe, Thierry Lemaître, Jacques Mathé, Mélanie Richard, Mathilde Schryve.

Réalisation : Les P'tits Papiers

Crédit photo : © AdobeStock